

*ACTIVITÉS EXTÉRIEURES**Mars-avril 1989***Afrique****Ouganda**

Le 13 mars, la délégation du CICR a pu reprendre ses activités d'assistance dans la région de Soroti, activités suspendues depuis la mi-janvier. Le programme agricole a permis à quelque 125 000 personnes qui n'avaient plus les moyens d'assurer leur autosuffisance alimentaire de recevoir des houes ainsi que des graines de haricots (200 tonnes) et des semences de sorgho (100 tonnes). Par ailleurs, les distributions de secours aux civils déplacés dans le district de Gulu, interrompues le 10 mars, ont repris à la mi-avril: de la nourriture, des couvertures, du savon et des batteries de cuisine ont été distribués à environ 10 000 personnes.

Au chapitre de la détention, les délégués ont étendu aux provinces les visites des lieux de détention de l'armée et des postes de police.

Angola

Durant la période concernée, le CICR a dû faire face à une rapide détérioration de l'état nutritionnel de la population vivant sur le Planalto angolais. Un programme d'assistance alimentaire a aussitôt été mis sur pied: à la fin du mois de mars, plus de 2000 tonnes de nourriture ont été distribuées à quelque 200 000 bénéficiaires dans les provinces de Huambo, Benguela et Bie. D'autre part, le CICR prépare son retour dans la province de Cunene; les travaux d'aménagement du dispensaire de N'Giva vont bon train.

Mozambique

Le 14 mars, une équipe formée d'un membre de la Croix-Rouge mozambicaine et de trois délégués du CICR a été retenue par des

combattants de la RENAMO (Résistance nationale mozambicaine) lors de l'attaque de la ville de Mema, dans la province de Nampula. Les représentants de la RENAMO ont immédiatement assuré le CICR que les quatre personnes seraient libérées en lieu sûr, ce qui s'est produit deux semaines plus tard.

Cet incident n'a heureusement pas trop affecté le développement des activités du CICR dans le pays. Ainsi, après les provinces de Manica et de Sofala, les délégués ont eu accès à Nahamaca (province de Nampula). Par ailleurs, suite à des attaques, le CICR et la Croix-Rouge mozambicaine ont dû intensifier leur action à Inhassunge (province de Zambezia). D'autre part, à mesure que les pistes d'atterrissages inondées par les pluies du début de l'année séchaient, le CICR a pris les dispositions nécessaires pour atteindre d'autres victimes du conflit dans des régions contrôlées par le gouvernement mozambicain, mais difficiles d'accès, ou dans des régions non totalement contrôlées par les forces armées gouvernementales.

Sud-Soudan

Durant la période concernée, le CICR a notablement intensifié ses activités de secours en faveur des victimes du conflit du Sud-Soudan. Quelques semaines avant que la saison des pluies ne rende certaines régions inaccessibles, le CICR a concentré ses efforts sur des régions où il est difficile de se rendre et où d'autres organisations ne peuvent pas travailler. Au début du mois d'avril, le plan de vol des avions du CICR a pu être élargi à six nouvelles destinations, ce qui élève à 18 le total des zones couvertes, dans des régions contrôlées, soit par le gouvernement soudanais, soit par l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA). Ainsi, à la mi-avril, 150 tonnes de nourriture étaient transportées chaque jour par voie aérienne. Une partie de ces vivres a été distribuée immédiatement aux groupes de personnes les plus vulnérables, une autre servant à constituer des stocks dans les régions qui, avec l'arrivée de la pluie, se verront coupées de l'extérieur.

Les activités médicales se sont également poursuivies. L'infrastructure médicale existante a été régulièrement approvisionnée en matériel indispensable et en médicaments. Le programme de vaccination a touché 50 000 personnes à Wau, 20 000 à Aweil et 30 000 en zone SPLA. L'hôpital chirurgical de Lokichokio (Kenya) a continué de prodiguer des soins aux blessés évacués du Soudan (208 patients admis au mois d'avril).

En outre, le nombre de têtes de bétail que les vétérinaires du CICR ont vaccinées s'élève à environ 350 000. A Wau et à Aweil, des semences et des houes ont été distribuées à 10 000 familles, tandis que 20 tonnes de semences ont été réparties dans la zone contrôlée par la SPLA. Enfin, au total, 35 000 personnes récemment déplacées ont reçu des couvertures, des moustiquaires et des ustensiles de cuisine pour une valeur de 500 000 francs. Enfin, un vaste programme de distribution de matériel de pêche a touché plusieurs milliers de familles.

Afrique du Sud/Angola/Cuba/Namibie

Le 31 mars a eu lieu un échange de prisonniers entre Cuba, l'Afrique du Sud et l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola). Un prisonnier sud-africain en mains cubaines, onze Angolais et trois Cubains prisonniers de l'UNITA, ainsi qu'un pilote angolais détenu en Afrique du Sud ont été libérés. Le CICR avait eu régulièrement accès, selon ses modalités, au pilote angolais et au prisonnier sud-africain. D'autre part, la déléguée basée à Oshakati (Namibie) a visité à partir du 4 avril des combattants du PLAN, branche armée de la SWAPO (South West African People's Organisation), capturés par l'armée. Le 26 avril, ces prisonniers ont été libérés et remis aux forces de l'UNTAG (United Nations Transition Assistance Group).

Amérique latine

Pérou

Le dernier numéro de la *Revue internationale* faisait mention de l'autorisation accordée au CICR de reprendre ses activités dans les zones d'urgence. Durant la période concernée, la délégation s'est appliquée à concrétiser cet accord de principe; de nombreuses démarches auprès des autorités et des commandants militaires locaux ont été entreprises.

Les délégués ont pu relancer deux programmes d'assistance; matérielle et médicale, à Ayacucho. Dans le département d'Apurímac, un programme de prévention des maladies infectieuses a été mis sur pied avec l'aide d'un médecin péruvien parlant le quechua.

Suriname

Suite aux incidents qui ont éclaté le 23 avril à Pogikron (localité située à environ 150 kilomètres au sud de la capitale), la déléguée en

charge du Suriname basée à Bogotá a mené avec la Croix-Rouge nationale une mission d'évaluation dans ce village. Une centaine de personnes qui avaient perdu leurs biens lors de ces événements ont reçu une aide alimentaire.

Nicaragua

Le 17 avril, les autorités nicaraguayennes ont libéré 1894 anciens gardes somozistes. La délégation a enregistré l'identité de ces personnes et distribué à chacune d'entre elles des habits et des chaussures. En outre, le CICR a pris en charge le transport des anciens détenus vers des centres régionaux d'où ils ont regagné leur lieu d'origine.

El Salvador

Le 21 avril, le chef de délégation a été reçu par le président élu, M. Cristiani, qui lui a exprimé sa volonté de garantir une continuité dans les relations de son gouvernement avec le CICR. D'autre part, début avril, les délégués ont à nouveau pu se rendre dans les départements du Morazán et de San Miguel dont l'accès avait été rendu difficile depuis le début de l'année, en raison d'opérations militaires.

Asie

Conflit afghan

Au mois de mars, suite aux violents combats qui ont éclaté autour de la ville de Jalalabad, l'hôpital chirurgical du CICR à Peshawar (Pakistan) a dû faire face à un afflux de blessés inhabituellement élevé (440 admissions contre 284 en janvier et 204 en février). Le CICR a aussitôt renforcé le système d'évacuation des blessés le long de la frontière en dépêchant quatre ambulances supplémentaires au poste de premiers secours de Landi Kotal et en installant une structure médicale mobile à Spin Shah, sur le territoire afghan.

Durant la période considérée, les délégués basés au Pakistan ont entrepris de nombreuses missions dans plusieurs provinces afghanes (Kandahar, Kunar, Paktika, Nangarhar, Logar, Wardak, Zabul). Au cours de ces missions, ils ont pu visiter en divers lieux plusieurs centaines de prisonniers en mains de l'opposition et entrer en contact avec leurs responsables locaux et régionaux.

Dès la mi-mars, un avion affrété par le CICR a entamé une série de vols bihebdomadaires entre Peshawar et Kaboul, apportant du

matériel médical et des secours. Une équipe de délégués basés dans la capitale afghane s'est rendue à Mazar i Sharif pour y visiter la prison principale. C'est la deuxième fois qu'une telle mission a pu être réalisée depuis le mois d'octobre 1988. Cette équipe est allée ensuite à Sibargan où elle a effectué pour la première fois une visite de la prison. A Kaboul même, les délégués ont poursuivi leurs activités médicales (hôpital chirurgical, centre orthopédique et dispensaires), le travail de l'Agence (plus de 1500 messages Croix-Rouge échangés depuis le début de l'année) et les visites aux détenus de Pul i Charki, à qui ils ont remis des articles de toilette et de la nourriture.

Conflit du Kampuchea

Au début du mois de mars, des bombardements nourris à proximité du camp principal de la zone frontalière, Site 2, ont entraîné la mise sur pied d'un plan d'urgence. Les délégués du CICR, avec la collaboration de l'UNBRO (United Nations Boarder Relief Operations), ont évacué les femmes enceintes et les blessés des dispensaires vers l'hôpital de Khao I Dang, tandis que quelque 5000 autres personnes (vieillards, enfants et handicapés) ont été conduites dans un site d'évacuation afin d'être éloignées de la frontière.

Le CICR a rappelé aux autorités que le statut civil des camps situés le long de la frontière devait être respecté et que des zones plus sûres devaient être trouvées pour installer les personnes déplacées. Il a par ailleurs continué à faire état de ses préoccupations à l'égard du sort de la population civile sous contrôle du Kampuchea démocratique; des démarches ont ainsi été poursuivies en vue d'obtenir un regroupement de cette population dans les sites accessibles aux organisations internationales.

Moyen-Orient

Liban

Le 14 mars a marqué le début d'une nouvelle flambée de violence au Liban. Des bombardements aveugles et intenses ont affecté des zones urbaines provoquant de très nombreuses victimes parmi la population civile, causant de graves dommages à des hôpitaux et privant d'eau et d'électricité une grande partie de la ville de Beyrouth.

Face à cette dégradation de la situation, la délégation du CICR au Liban a lancé deux appels, le 14 et le 28 mars, et organisé une conférence de presse, le 5 avril, par lesquels elle a demandé solennellement à toutes les parties en présence de respecter les principes du droit international humanitaire et d'épargner les personnes et les biens civils ainsi que les établissements, les véhicules et le personnel sanitaires. Le 14 avril, le CICR a renouvelé cet appel à partir de Genève. En outre, des démarches ont été effectuées à Damas et au Liban par le directeur des Opérations et par le délégué général pour le Moyen-Orient auprès des autorités syriennes et auprès des parties libanaises engagées dans ces bombardements. Ces démarches visaient à obtenir leur accord pour la mise en place de mesures humanitaires et à les inviter à respecter les dispositions du droit humanitaire protégeant les populations civiles et les centres hospitaliers.

Environ 1500 familles vivant sur les différentes lignes de front ont reçu une assistance alimentaire et matérielle (colis familiaux, couvertures, assortiments de cuisine).

Notons aussi que la délégation a pu reprendre ses activités en matière de détention interrompues depuis le mois d'octobre 1988: du 6 au 13 mars, 92 prisonniers, dont 64 nouvellement enregistrés, ont été visités dans quatre lieux de détention.

Iran/Irak

Devant l'absence de progrès enregistrés dans le règlement du rapatriement global de tous les prisonniers de guerre iraniens et irakiens, le CICR a lancé un nouveau train de démarches auprès de l'Iran et de l'Irak. Le 31 mars et le 3 avril, un mémorandum a été remis aux missions permanentes à Genève. Parallèlement à la remise de ce document, plusieurs entretiens ont eu lieu avec divers représentants des deux pays. D'autre part, le délégué général pour le Moyen-Orient a effectué une mission à Bagdad du 6 au 10 avril et s'est rendu à Téhéran dans les premiers jours de mai.

Le 10 avril, sous les auspices du CICR, a eu lieu le rapatriement de 66 prisonniers de guerre irakiens.

La délégation de Bagdad a continué de visiter régulièrement les prisonniers de guerre iraniens et les internés civils auxquels elle a accès. Du 26 au 31 mars, les délégués ont également pu visiter les internés civils arabistanais d'origine iranienne regroupés dans la région de Missan où le CICR s'était déjà rendu en décembre 1988 après deux ans d'absence.

Israël et les territoires occupés

La situation dans les territoires occupés par Israël a été marquée par la poursuite d'affrontements violents. Un incident particulièrement grave est survenu le 13 avril dans le village de Nahalin (incident au cours duquel cinq personnes ont été tuées et plusieurs dizaines d'autres blessées). Face à ces événements tragiques, le CICR a exprimé fermement sa préoccupation dans une déclaration rendue publique.

Durant toute la période concernée, le CICR a multiplié les démarches auprès des autorités israéliennes pour qu'elles mettent fin à des pratiques qui contreviennent aux dispositions des Conventions de Genève. Ainsi notamment, le 17 mars, le délégué général pour le Moyen-Orient a rencontré le ministre israélien de la Défense, M. Rabin.

Sur le terrain, les délégués du CICR ont mis l'accent sur les activités médicales. *Dans des conditions de travail souvent difficiles, ils sont intervenus pour que l'évacuation des blessés lors de troubles puisse se faire sans entrave.* Par ailleurs, les visites aux personnes détenues en raison des événements se sont poursuivies.

Jordanie

Le directeur adjoint des Opérations s'est rendu en Jordanie du 11 au 14 avril. Sa mission avait pour objet de reconduire l'accord de visite aux personnes détenues pour raisons de sécurité conclu par le CICR en 1978. Au cours de plusieurs entretiens, il a rencontré M. Issam Jundi, M. Nassouh Mohieddin ainsi que le Prince Al Hassan.
